



(Version française)

## Lettre ouverte à la présidence de la COP26 ainsi qu'aux parties à la CCNUCC et à la CDB sur les solutions fondées sur la nature

Les « solutions fondées sur la nature » (NbS)<sup>1</sup> semblent offrir un moyen simple et apprécié de s'attaquer aux crises du climat et de la biodiversité. Elles ont suscité une attention internationale significative et figurent parmi les priorités de la présidence britannique pour la COP26. En tant que groupe d'ONG travaillant à l'intersection des droits de l'homme et de l'environnement, nous sommes préoccupés par le fait que les limites et les risques sérieux des politiques, des financements et des initiatives NbS n'ont pas reçu l'attention et la considération appropriées. Dans leur configuration actuelle, les NbS risquent de retarder l'action climatique dans les pays du Nord et de menacer les droits des peuples autochtones et des communautés du monde entier.

Il ne fait aucun doute qu'il est impératif de travailler plus étroitement avec la nature, d'adapter et de modifier l'activité humaine afin de réduire son impact sur le monde naturel ou de favoriser le rétablissement des écosystèmes. Investir dans la sécurité foncière ainsi que dans la conservation et la restauration basées sur les droits sont autant d'exemples d'actions positives qui pourraient être classées comme NbS. Cependant, de nombreuses activités de NbS actuellement soutenues comportent des risques sérieux pour l'environnement et les droits humains, qui sont rarement discutés, compris ou pris en compte.

La déclaration suivante décrit ces risques et formule des recommandations à l'intention du gouvernement de Sa Majesté (HMG) et des autres parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) et à la Convention sur la diversité biologique (CDB).

### 1. Un potentiel d'atténuation surévalué

Une grande partie du soutien apporté aux NbS repose sur l'affirmation largement répétée selon laquelle elles peuvent fournir au moins un tiers de l'atténuation du changement climatique mondial d'ici 2030.<sup>2</sup> Cette affirmation découle principalement d'un seul article rédigé par Bronson Griscom, de l'ONG The Nature Conservancy.<sup>3</sup> Ce message simpliste dissimule de multiples hypothèses, dont certaines sont très peu plausibles. Par exemple, près de la moitié du potentiel d'atténuation revendiqué provient du boisement de près de 800 millions d'hectares, soit une superficie équivalente à celle de l'Australie. Les défis sociaux, environnementaux, économiques, politiques, éthiques et logistiques d'un tel changement d'utilisation des terres à l'échelle d'un continent, principalement situées dans le sud du globe, sont entièrement ignorés dans le document.

Un autre quart du potentiel d'atténuation revendiqué repose sur l'hypothèse que toute déforestation peut être arrêtée au niveau mondial et que tous les produits forestiers peuvent être produits de

manière durable, presque instantanément.<sup>4</sup> Aussi souhaitables que soient ces résultats, des décennies d'expérience montrent que cela n'est pas réalisable. Il est peu probable que la mise en œuvre à l'échelle envisagée par ces chiffres commence avant la fin de la décennie. D'ici là, la possibilité d'empêcher un changement climatique catastrophique pourrait avoir disparu.<sup>5</sup> Les écosystèmes perdent déjà leur capacité d'absorption du carbone à mesure que le changement climatique s'aggrave.<sup>6</sup>

## **2. L'élimination du dioxyde de carbone ne compense pas les émissions de combustibles fossiles**

La protection des écosystèmes de haute biodiversité est extrêmement importante, mais le dioxyde de carbone qu'ils séquestrent ne peut pas compenser le carbone fossile qui s'accumule dans l'atmosphère au fil des siècles.<sup>7</sup> Nous sommes inquiets de voir que les compagnies pétrolières, gazières et autres pollueurs font de plus en plus la promotion de la séquestration du carbone dans le but de compenser leurs émissions futures et de respecter leurs engagements « net zéro », plutôt que de présenter des plans d'action crédibles pour réduire les émissions de gaz à effet de serre à la source.<sup>8</sup>

L'IPBES<sup>9</sup> et le GIEC<sup>10</sup> ont été très clairs : les gouvernements devraient réduire les subventions accordées à ces industries et adopter des lois pour assurer une transition complète vers l'abandon des combustibles fossiles. Au lieu de cela, une tendance déconcertante se dessine : les gouvernements soutiennent de nouveaux marchés du carbone et jouent l'avenir de notre planète sur des programmes volontaires d'entreprises qui n'ont pas fait leurs preuves. Mark Carney, envoyé spécial des Nations unies pour l'action et le financement en matière de climat, dirige un groupe de travail chargé de créer un marché volontaire du carbone de 100 milliards de dollars américains (TSVCM).<sup>11</sup> La coalition « Lowering Emissions by Accelerating Forest finance » (LEAF), qui comprend les gouvernements des États-Unis, du Royaume-Uni et de la Norvège ainsi que certaines des plus grandes entreprises du monde, mobilisera un milliard de dollars pour acheter des crédits de réduction des émissions dans les pays tropicaux.<sup>12</sup>

La compensation carbone par séquestration dans les puits naturels ne constituent pas une solution innovante ; elles existent depuis 15 ans sous le label « REDD+ » et se sont révélées largement inefficaces pour réduire les émissions ou protéger les forêts.<sup>13</sup> Même les initiatives très structurées et bien financées, telles que le Fonds de partenariat pour le carbone forestier (FCPF), n'ont pas été en mesure de démontrer des avantages climatiques réels. Les conditions sociales, institutionnelles et économiques permettant d'obtenir des compensations crédibles et équitables pour la réduction des émissions des pays tropicaux qui puissent être considérées comme réelles et sûres, restent largement insaisissables.<sup>14</sup>

Des projets NbS mal conçus ou mal exécutés et utilisés pour des compensations (et il y en aura beaucoup) entraîneront une double perte : l'incapacité à réduire les émissions de manière efficace ou durable tout en permettant la poursuite des émissions ailleurs.

## **3. Mise en danger des droits des peuples autochtones et des communautés**

Il existe de sérieux risques que les NbS exacerbent les inégalités et les injustices existantes. L'énorme quantité de terres nécessaires pour réaliser le potentiel d'atténuation revendiqué est susceptible

d'accroître la dépossession, l'appauvrissement et la violation des droits à la terre et aux ressources des populations, en particulier dans les pays où ces droits ne sont pas reconnus.

Des initiatives telles que TSVCM et LEAF ne protègent pas suffisamment les populations autochtones et les communautés locales. Elles continuent de s'appuyer sur des « normes » de compensation des émissions de carbone forestier, comme ART-TREES,<sup>15</sup> qui ne prévoit pas de participation locale et donne le pouvoir aux gouvernements nationaux et infranationaux d'émettre ou de vendre des crédits carbone, souvent issus de terres gérées, revendiquées et contestées par les peuples autochtones et les communautés locales. Même si ces lacunes étaient comblées, l'expérience de plus d'une décennie de projets REDD+ montre que l'existence de normes ou de politiques de sauvegarde ne garantit pas qu'elles soient respectées, surveillées ou appliquées.<sup>16</sup>

Une approche plus efficace de la protection des ressources naturelles consisterait à se concentrer sur des solutions fondées sur les droits qui garantissent la propriété communautaire, renforcent l'autonomie et apportent un soutien direct aux gardiens traditionnels.

#### **4. Des niveaux de risque élevés**

Les risques importants de la NbS pour le régime foncier, les droits humains et les écosystèmes sont les suivants :

- Une demande massive de terres qui pourrait conduire à l'expropriation des territoires des peuples autochtones, à des déplacements physiques et économiques, et à l'insécurité alimentaire – affectant potentiellement des centaines de millions de personnes;<sup>17</sup>
- Un risque élevé d'inversion de la séquestration à mesure que le changement climatique s'aggrave (par exemple, stress thermique, modifications du cycle hydrologique, parasites, modification de la dynamique et des états d'équilibre des écosystèmes, augmentation de la évapotranspiration des arbres et réduction de la photosynthèse, etc.) ;
- La probabilité d'une absorption et d'une séquestration du carbone beaucoup plus lentes que prévu ;
- Une forte probabilité que des NbS mal conçus et mal exécutés échouent, sapant ainsi tout avantage nominal de séquestration du carbone;<sup>18</sup>
- Un risque élevé d'atteinte à la biodiversité, par exemple par la plantation de grandes monocultures d'essences exotiques à croissance rapide ;
- Un risque élevé et persistant de comptabilité carbone erronée ou frauduleuse (ex. : lignes de base gonflées, double comptage, impermanence, compensation par des réductions d'émissions « potentielles » futures) ;
- Le détournement des efforts, des ressources et de l'attention au détriment de la réduction des combustibles fossiles et de la décarbonisation des économies.

#### **5. Recommandations**

Compte tenu de l'absence de fondements scientifiques solides et de l'historique des échecs de REDD+, les NbS risquent d'être injustes et inefficaces si les approches actuelles ne sont pas radicalement modifiées. Nous recommandons donc que le gouvernement britannique et les autres parties à la CCNUCC et à la CDB :

- S'assurent que les NbS fassent l'objet d'un examen approfondi par le GIEC, y compris la définition des paramètres d'actions climatiques efficaces, acceptables, responsables et

fondées sur les droits, avant qu'elles n'entrent dans les discussions principales de la CCNUCC ou qu'on envisage de les inclure dans le Cadre mondial pour la biodiversité post-2020.

- Veillent à ce que les NbS ne soient pas utilisées pour compenser la poursuite des émissions de combustibles fossiles ou la perte de biodiversité.
- Adoptent une définition du « conflit d'intérêts » et un cadre politique rigoureux en matière de conflit d'intérêts afin de protéger la politique climatique internationale et nationale des intérêts commerciaux et autres intérêts particuliers qui exacerbent la crise climatique.
- Commandent un examen indépendant approfondi de l'efficacité de REDD+ et d'autres systèmes de compensation naturelle ou de crédit carbone afin de garantir que les futurs financements climatiques soient utilisés pour favoriser un changement juste, positif et équitable, en particulier en ce qui concerne les droits des peuples autochtones et des communautés locales.
- Utilisent le financement climatique pour soutenir des voies justes et efficaces visant à rester en deçà des 1,5°C de réchauffement moyen, par exemple en renforçant la reconnaissance des droits fonciers et la restauration des écosystèmes par les communautés.
- Donnent la priorité à la conservation du « carbone naturel », par exemple dans les forêts anciennes et naturelles et les tourbières, y compris par des moyens réglementaires et en supprimant les subventions qui conduisent à des pratiques néfastes, en particulier les violations des droits humains et la déforestation.
- Veillent à ce que tous les financements destinés à la protection de la nature et du climat respectent pleinement le droit international des droits humains, y compris le respect total des droits d'occupation coutumière et des autres droits des peuples autochtones et des communautés locales.

## **Signatories**

**AbibiNsroma Foundation**

**African Union of Conservationists (AUC)**

**Association For Promotion Sustainable Development**

**Biofuelwatch**

**Centre d'Actions pour le Développement (CAD)**

**Centre pour l'Environnement et le Développement**

**Climate Justice Programme**

**Ecosystème et Développement**

**Federation of Community Forestry Users Nepal**

**Fern**

**Fight Inequality Alliance, Asia**

**Forest Peoples Programme**

**Forum Ökologie & Papier**

**Global Witness**

**Greenpeace**

**Minority Rights Group International**

**Partnership for Policy Integrity**

**Rainforest Foundation UK**

**Rettet den Regenwald e.V. / Rainforest Rescue**

**Swedish Society for Nature Conservation (SSNC)**

**Water Justice and Gender**

## Referencias

<sup>1</sup> « Nature based Solutions » ; fréquemment traduit par « Solutions Climatiques Naturelles ».

<sup>2</sup> (2019). Nature-Based Solutions to Address Climate Change. United Nations Global Compact.  
<https://www.unglobalcompact.org/take-action/events/climate-action-summit-2019/nature-based-solutions>

<sup>3</sup> Griscom, B. et al. (2017). Natural climate solutions. PNAS. vol. 114. no. 44. 11645–11650. <https://www.pnas.org/content/114/44/11645>

<sup>4</sup> Les taux de déforestation se sont accélérés depuis la déclaration de New York sur les forêts de 2014 qui s'est engagée à réduire de moitié les taux de déforestation d'ici 2020 et à y mettre fin complètement d'ici 2030.

<sup>5</sup> (2021). Summary for Policymakers. *Climate Change 2021: The Physical Science Basis. Contribution of Working Group I to the Sixth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change*. Cambridge University Press.

<sup>6</sup> Hubau, W., Lewis, S.L., Phillips, O.L. et al. (2020). Asynchronous carbon sink saturation in African and Amazonian tropical forests. *Nature* 579, 80–87.  
<https://doi.org/10.1038/s41586-020-2035-0>

<sup>7</sup> Prentice, I.C., Farquhar, G.D., Fasham, M.J.R., et al. (2001). The Carbon Cycle and Atmospheric Carbon Dioxide. TAR Climate Change 2001: The Scientific Basis. Intergovernmental Panel on Climate Change.  
<https://www.ipcc.ch/site/assets/uploads/2018/02/TAR-03.pdf>

<sup>8</sup> Par exemple, Shell prévoit de compenser partiellement une expansion de 20 % de ses activités dans le domaine du gaz par la NbS, ce qui inclut la possibilité de planter des arbres sur une zone non encore identifiée de la taille de l'Espagne.

<sup>9</sup> La Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques

<sup>10</sup> Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat

<sup>11</sup> Voir, par exemple, Greenpeace and the Wildlife Trusts raise concerns about Mark Carney's carbon offsets plan: "A giant get-out-of-jail-free card for polluting companies" | REDD-Monitor ([redd-monitor.org](http://redd-monitor.org))

<sup>12</sup> (2021). LEAF Coalition launched to mobilize more than \$1 billion to protect tropical forests and enhance global climate action. The Sustainable Trade Initiative.

<https://www.idhsustainabletrade.com/news/leaf-coalition-launched-to-mobilize-more-than-1-billion-to-protect-tropical-forests-and-enhance-global-climate-action/>.

<sup>13</sup> Clouse, Carol. (2020). The U.N.'s grand plan to save forests hasn't worked, but some still believe it can. Mongabay.

<https://news.mongabay.com/2020/07/u-n-s-grand-plan-to-save-forests-hasnt-worked-but-some-still-believe-it-can/>.

<sup>14</sup> Kengoum, F. et al. (2020). A decade of REDD+ in a changing political environment in the Democratic Republic of Congo. Center for International Forestry Research. <https://doi.org/10.17528/cifor/007893>.

<sup>15</sup> The Architecture for REDD+ Transactions (ART) Environmental Excellence Standard (TREES)

<sup>16</sup> Voir, par exemple, "Are we at fault because our wealth ends up in the hands of those wiracuchas, that they take what is ours and give it to others without us even knowing it?" The Kichwa people oppose exclusionary conservation in the Cordillera Azul National Park in Peru. | FPP (forestpeoples.org)

<sup>17</sup> Voir, par exemple,

[https://www.forestpeoples.org/sites/default/files/documents/Re-thinking%20nature-based%20solutions\\_Seeking%20transformative%20change%20through%20culture%20and%20rights.pdf](https://www.forestpeoples.org/sites/default/files/documents/Re-thinking%20nature-based%20solutions_Seeking%20transformative%20change%20through%20culture%20and%20rights.pdf)

<sup>18</sup> Seddon, Natalie. (2021). Getting the message right on nature-based solutions to climate change. Global Change Biology. <https://doi.org/10.1111/gcb.15513>